

La dépendance aux métaux stratégiques quelles solutions pour l'économie ?

Déclaration du groupe de la Mutualité

Les métaux stratégiques sont considérés comme indispensables pour de nombreux secteurs de l'industrie, en particulier l'énergie, le numérique ou l'automobile et l'aérospatiale sans oublier celui de la santé. Ils sont au cœur d'enjeux économiques, environnementaux et géopolitiques.

Notre dépendance aux métaux stratégiques nous invite à mener une réflexion sur notre mode de production et de consommation : Le modèle actuel « produire, consommer, jeter » n'est plus acceptable et comme le souligne l'avis, « la perspective de pénurie incite à rechercher des solutions technologiques de substitution ou de recyclage ».

De l'éco-conception, à la réparation en passant par l'écologie industrielle et territoriale, l'économie de la fonctionnalité, le recyclage, l'approvisionnement durable et la consommation responsable, l'avis fait des propositions pour lever les freins et améliorer l'efficacité des 7 piliers de l'économie circulaire qui répondent à la fois à des préoccupations d'ordre économique, social et environnemental.

Les acteurs de l'ESS ont été pionniers dans la démarche de recyclage et de réparation : ces entreprises doivent être soutenues afin d'équilibrer leur modèle économique et poursuivre leur activité de formation et d'insertion de public en difficulté. Le groupe de la mutualité soutient, avec l'avis, la nécessité de lancer une évaluation, notamment sur un taux de TVA réduit sur ces activités.

Nous sommes particulièrement préoccupés par les conséquences sur la santé. Il est reconnu que les exploitations peuvent comporter des risques pour la santé humaine et l'environnement, notamment par la contamination des eaux, du sol et de l'air.

La relance de la mine en France, comme préconisée dans l'avis, serait une source de création de richesses, mais le secteur minier ne pourra renaître et se développer en France que si ses projets sont acceptés. Les conditions de leur acceptabilité reposeront sur une nouvelle approche, autour du concept de mine responsable tel que défini dans l'avis qui cherche à réduire les nuisances et les impacts sanitaires et environnementaux et associe les populations locales. Les exemples d'explorations scientifiques menées en Polynésie et à Wallis-et-Futuna semblent à cet égard être intéressante.

Former, informer, mobiliser les parties prenantes sont donc des étapes indispensables qui demandent des efforts d'impulsion et de soutien de la part des pouvoirs publics, des démarches d'innovation et de responsabilité de la part des entreprises et des comportements vertueux de la part des citoyens et consommateurs qui seront rendues possibles par une éducation à l'environnement et au développement durable et par une offre alternative et accessible.

D'autre part, la France ne peut agir seule dans ce domaine et le niveau européen apparait comme essentiel non seulement en matière de sécurité de l'approvisionnement mais également en matière de norme et de contrôle qui pourrait aboutir à la définition d'un passeport produit.

Le groupe de la mutualité a voté pour.